



V a u C l u s e
T é l é G r a p h e
I l l u s T r é

NOVEMBRE 2019



2019 2020 2021 2022

Toutes les missions DGFIP sont sur la sellette, de la mission topographique (volonté de transfert du cadastre vers l'IGN), au contrôle fiscal (déclinaisons de la loi ESSOC), en passant par la comptabilité publique (tentative d'élargir les agences comptables aux collectivités territoriales, services facturiers, services de gestion comptable et conseillers aux collectivités...), le recouvrement (projet d'agence du recouvrement commune aux Douanes, DGFIP et URSSAF)... Jusqu'au scandale de la privatisation du paiement des impôts et taxes auprès des buralistes et de la Française Des Jeux (qui va être privatisée) qui se paieront à hauteur d'1,50 € par transaction ! D'ores et déjà, plus de 1 000 suppressions de trésoreries sont prévues, plus de 100 services de gestions, une vingtaine de services de contrôle

fiscal. À cela s'ajoutent la réorganisation territoriale de l'État et le transfert au sein des secrétariats généraux des préfectures des emplois DGFIP portant sur les missions dites transverses (informatique, immobilier, RH, domaine ...). C'est le démembrement en règle de toute la DGFIP !

La DG vient d'annoncer la suspension de l'élargissement des agences comptables et le Ministre DARMANIN, un répit dans le temps des consultations locales. DG et ministère prétendent vouloir desserrer le calendrier de la réforme face au mécontentement de nombres d'élus, aux actions des agents qui s'enchaînent depuis plusieurs mois, avec relais des médias et enfin suite à une grève nationale réussie le 16 septembre dernier.

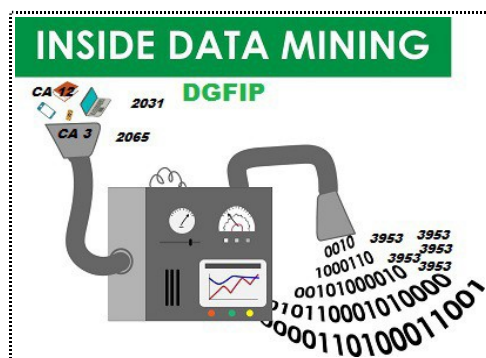
Seule la mobilisation du plus grand nombre arrêtera ce projet mortifère.

Ne rien faire, c'est dire oui...

Alors, on ne lâche rien !

Tous et toutes ensemble pour le retrait du plan Darmanin.

« DATA-MINING »



Actuellement en expérimentation dans cinq Directions spécialisées de Contrôle Fiscal de la Direction Générale des Finances Publiques dont Sud Pyrénées (BIV Nîmes), Centre Ouest (Rennes) et Nord (Lille), l'exploitation en direct en vue de la programmation par les agents vérificateurs des listes de dossiers issus du « data-mining » via la MRV donne ses premiers résultats.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les réactions sont mitigées et les résultats moyennement encourageants. Le principal reproche réside dans le constat suivant : des fiches de programmation, au final, pauvres en renseignements indispensables à une programmation efficiente

renovée.

Les bases de données utilisées sont identiques à celles utilisées par les services de programmation comme les BEP et les PCE. Alors que les collègues les plus optimistes attendaient des fiches de dossiers enrichies de données extérieures comme l'URSSAF, la Douane, l'inspection du travail...point de tout ça dans les fiches de la MRV...

Bref, sans enrichissement des services vérificateurs ou des services de programmation, les fiches MRV sont majoritairement inutilisables en l'état.

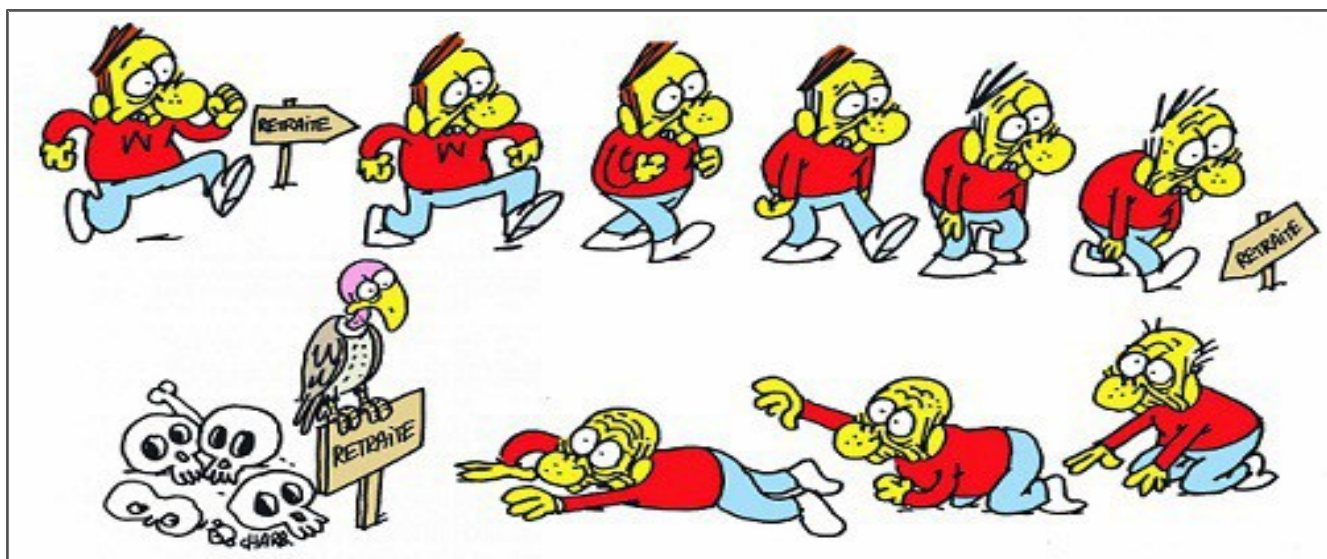
La CGT revendique une programmation de qualité au plus près du tissu fiscal et issue du travail à forte valeur ajoutée des agents des finances publiques, fonctionnaires d'État sous statut dans les services dédiés à la programmation.

RETRAITES

Le jeudi 3 octobre 2019 la CGT Fonction publique face à Jean-Paul DELEVOYE, Haut Commissaire à la réforme des retraites, a réaffirmé, en plein accord avec sa confédération, son attachement au système par répartition, financé par les cotisations et à prestations définies, ainsi qu'à l'existence de régimes distincts reposant sur des réalités objectives.

En conséquence, a été rappelée la ferme opposition de la CGT au régime universel par points, porteur de lourds reculs pour tous les salarié·e·s et de graves régressions pour les agents de la Fonction Publique. Et qui plus est, ce sont bien les femmes qui, une fois encore, paieront le plus lourd tribut à ces reculs !

À l'heure de l'égalité femme/homme dont se félicite notre administration, il est encore plus inadmissible que les veuves, par exemple, soient encore plus impactées.



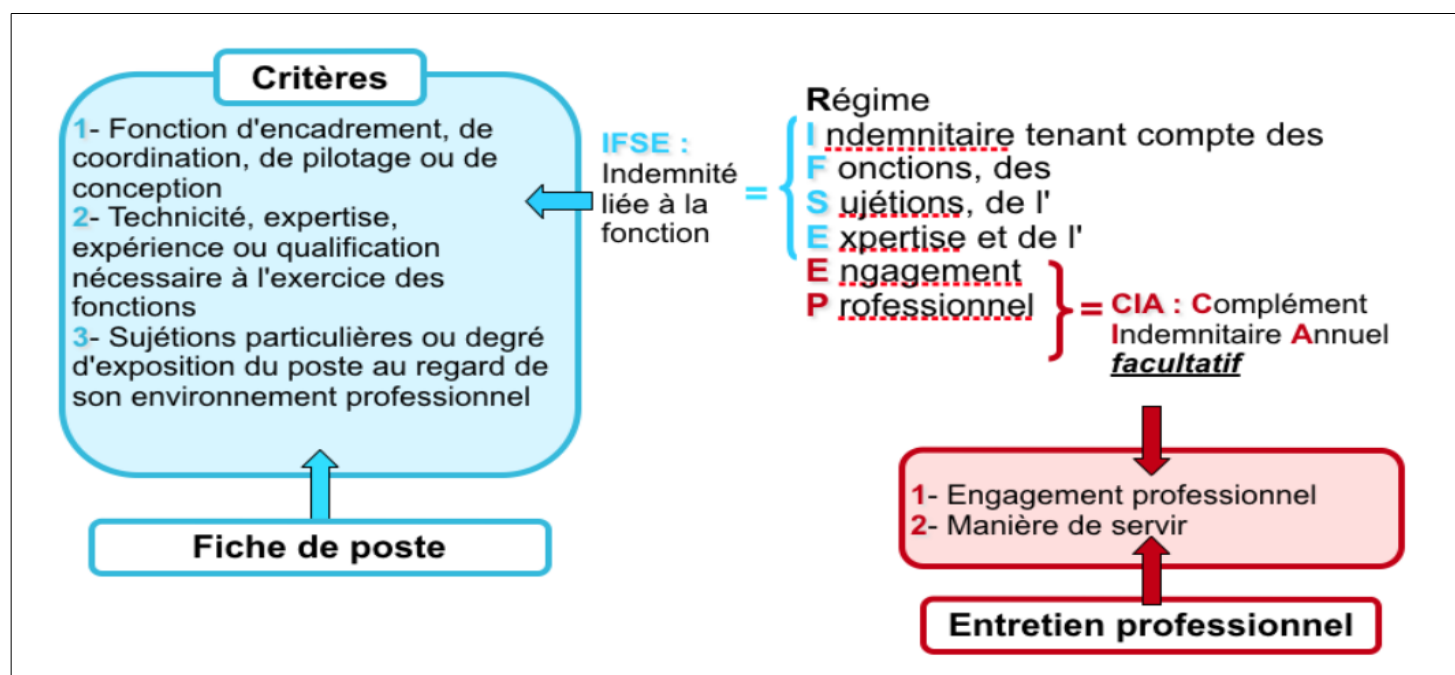
PRIME DE RENDEMENT MENSUALISÉE : TOUS LES AGENTS SONT PERDANTS !

Dans un message du 31/01/2019, la DGFIP expliquait les modalités de la mensualisation de la prime de rendement :

« Pour achever l'harmonisation des modalités de versement de cette prime au sein de la DGFIP, des mesures ont été prises afin que l'ensemble des personnels de la DGFIP puisse bénéficier d'une prime de rendement mensualisée à compter de la paie d'octobre 2019. Ainsi, pour les agents encore concernés par une périodicité semestrielle, le solde de l'année 2018 a été versé comme habituellement avec la paie du mois de janvier et l'acompte du 1er semestre le sera avec la paie du mois de juin. À partir de la paie du mois d'octobre, la prime sera allouée mensuellement et le solde dû, au titre des mois de juillet à septembre 2019 sera mis en paiement en janvier 2020. »

**RAPPELONS QUE CETTE HARMONISATION N'EST EFFECTUÉE QUE DANS UN SEUL BUT :
ALIGNER LES RÉGIMES INDEMNITAIRES DE TOUS LES AGENTS POUR POUVOIR METTRE EN
ŒUVRE LE **RIFSEEP**, VOUS SAVEZ, LA TRISTEMENT CÉLÈBRE, PRIME AU MÉRITE !**

En effet, le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, n'est toujours pas appliqué à la DGFIP malgré sa création en 2014. Cela est certainement dû aux différentes mobilisations dans notre administration... Ce régime se décline en deux parties dont une variable en fonction de votre engagement professionnel :



Ainsi, la mensualisation n'augure rien de bon pour l'ensemble des agents des Finances publiques ! Concrètement, pour les agents de l'ex-filière fiscale, en 2019 et en 2020, le décalage des versements aura comme conséquence une imposition sur le revenu sur 15 mois au lieu de 12 ! Heureusement que l'IR est contemporain, les agents seront prélevés tout de suite à la source !

ÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈ



Mobilisation, la lutte continue, les élus aussi se mobilisent



Trésorerie de Sorgues

Les élus aux cotes des agents du service des impôts

Hier matin, le maire de Cavaillon, plusieurs élus, des maires des communes avoisinantes ont témoigné leur soutien et souligné leur attachement à ce service local rendu aux administrés



Hôtel des Finances de Cavaillon

Les agents du centre des impôts mobilisés



Hier matin, une cinquantaine d'agents s'est retrouvée devant les portes du centre des impôts

Hôtel des Finances d'Orange



C'est avec une grande peine que nous avons appris le décès de Françoise Rossinelli, des suites d'une grave maladie.

Notre ancienne secrétaire de section était une camarade pleine de vie, toujours fidèle à ses convictions, qu'elle a toujours défendues avec beaucoup de pugnacité, toujours dans la lutte. C'est une grande perte pour la section.

La section présente toutes ses condoléances à sa famille et plus particulièrement à ses deux filles, Marion et Laura.

